

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUILLET 1911.

Projet de loi portant revision des pensions allouées avant l'année 1909, à charge de la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR **M. MABILLE**.

MESSIEURS,

La situation prospère de la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux a permis à la loi du 25 avril 1908 de relever de 20 % les pensions des secrétaires et de leurs veuves.

Mais cette augmentation fut déclarée n'être applicable, pour la première fois, qu'aux pensions qui s'ouvriraient pendant l'année 1909 (art. 3).

Furent donc exclues du bénéfice de la loi toutes les pensions ouvertes antérieurement au 1^{er} janvier 1909 : ces anciens secrétaires et leurs veuves continuèrent à n'avoir en 1909, 1910 et 1911 qu'une pension liquidée conformément à la loi du 30 mars 1864, c'est-à-dire en prenant pour base le soixantième du traitement moyen des cinq dernières années et non le cinquantième comme le concède la loi nouvelle.

Ce fait n'avait pas échappé au législateur de 1908, ainsi que le prouve la demande de renseignements adressée, par la Section centrale, au Département de l'Intérieur. Mais, à raison de l'impossibilité de déterminer, d'une manière absolument certaine, les conséquences financières de l'application

(1) Projet de loi, n° 146.

(2) La Commission était composée de MM. NERINCK, *président*, BERTRAND, PIRMEZ, RAEM-
PONCK, VAN LIMBURG STIRUM, WAUWERMANS et MABILLE.

du système nouveau, on avait craint d'imposer à la caisse un surcroît de charges, qui eût pu compromettre sa stabilité, et l'on crut prudent d'attendre les résultats de l'expérience.

Cette expérience, faite pendant deux années, a permis à M. le Ministre de l'Intérieur, de présenter un projet de loi qui donne satisfaction aux secrétaires communaux pensionnés avant le 1^{er} janvier 1909.

L'examen des conséquences financières de la modification proposée permettra à la Chambre d'adhérer, sans hésitation, à la révision qui lui est soumise.

Il y avait, à la date du 31 décembre 1908, 1,063 pensions, conférées au profit d'anciens secrétaires ou de leurs veuves, dont le montant s'élevait à 279,213 francs.

Or, il résulte de la statistique des cinq dernières années (1905 à 1909) que 84 pensions s'éteignent annuellement, soit 8 % environ représentant une somme de 20,635 francs. Le nombre de ces pensions s'est donc trouvé réduit, approximativement, à 979 (1063-84) à la fin de 1909; à 900 environ à la fin de 1910; et il sera d'environ 830 à la fin de 1911. Ce chiffre peut même être réduit à 800, puisque le pourcentage des extinctions va en augmentant chaque année. En effet, les plus jeunes des survivants, qui pouvaient être âgés de 60 ans à la fin de 1908, sont aujourd'hui âgés de près de 63 ans; la mortalité proportionnelle est donc plus considérable parmi ce groupe de pensionnés devenus plus âgés.

Et, parallèlement, au point de vue du montant total des pensions, les 1,063 pensions en cours le 31 décembre 1908 et s'élevant à 279,213 francs tomberont à une somme approximative de 205,000 francs.

L'effet de la loi telle qu'elle est proposée serait donc, pour l'année 1911, de majorer de 20 %, soit d'une somme de 41,000 francs, le montant des pensions servies pendant cette année. Son chiffre total s'élèverait par conséquent à 340,000 francs environ.

Mais comme le montant annuel des retenues, subsides et intérêts montera, pour cette même année 1911, à plus de 525,000 francs, l'excédent disponible et destiné à augmenter le capital de la caisse (il est actuellement de plus de 7,500,000 francs) sera encore de 180,000 francs.

La stabilité de la Caisse ne peut donc être ébranlée par l'adoption du projet de M. le Ministre de l'Intérieur. Et encore faut-il observer que cette charge n'est que momentanée. Ce groupe initial de 1,063 (fin décembre 1908), déjà réduit, lors de la mise en vigueur de la loi, au nombre approximatif de 800, va diminuer tous les ans par un pourcentage de mortalité croissant chaque année. La charge va donc s'alléger graduellement et deviendra insignifiante dans une dizaine d'années.

On remarquera que le projet donne à la loi un effet rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 1911, de telle sorte que les anciens secrétaires (ou leurs veuves) déjà pensionnés le 31 décembre 1908, et qui seront encore en vie au jour de la promulgation de la loi, verront majorer de 20 % leur pension de 1911.

Votre Commission spéciale s'est demandé si l'on ne pourrait aller plus loin.

Les anciens secrétaires, exclus jusqu'ici du bénéfice de la loi de 1908, font valoir que, si la situation prospère de la Caisse a permis l'augmentation décrétée par la loi de 1908, ce résultat est dû, en très grande partie, à l'effort de tous ceux dont les retenues ont grossi le capital pendant vingt ans, trente ans et davantage, et dont, plus tard, les pensions fixées au taux réduit de la loi de 1861, ont permis de réaliser des économies qui ont créé ce capital, en rentes de l'Etat, dont les intérêts annuels s'élèvent, en 1911, à plus de 235,000 francs.

Dès lors ne serait-il pas équitable que tous pussent profiter de l'heureux résultat d'une commune collaboration ?

Pourquoi ne pas accorder — rétroactivement — pour les années 1909 et 1910, à ceux qui furent pensionnés antérieurement au 1^{er} janvier 1909, les avantages dont ont déjà bénéficié ceux dont la pension a pris cours dès 1909 ?

Les conséquences financières de ce système seraient de majorer les dépenses de l'exercice 1911, non seulement des 41,000 francs représentant l'augmentation des 20 % des pensions pour 1911, mais des 82,000 francs représentant la même augmentation des pensions pour 1909 et 1910.

De cette façon, l'excédent de l'exercice 1911, soit la somme de 180,000 francs prévue plus haut, serait diminué, du chef de cette *charge extraordinaire*, d'une somme de 82,000 francs; il serait ainsi ramené à un chiffre légèrement inférieur à 100,000 francs.

Ce serait, *pour une année*, non pas un arrêt dans l'accroissement du capital, mais une simple diminution, pour ce seul exercice 1911, de la somme annuellement disponible, qui va grossir le capital de la Caisse.

Le résultat, en chiffres, serait donc celui-ci : pour l'année 1912, les revenus des capitaux placés en rentes sur l'Etat, au lieu de s'être accrus du chiffre, presque constant, de 5,000 à 6,000 francs, ne seraient augmentés que d'une somme d'environ 2,500 francs. En 1913, l'accroissement redeviendrait normal.

Or, moyennant ce léger sacrifice, la Caisse aurait donné une entière satisfaction à ceux que l'Exposé des motifs reconnaît avoir été les artisans d'une situation financière signalée comme excellente.

On objecte à cette proposition que si la loi du 25 avril 1908 a augmenté les pensions à partir du 1^{er} janvier 1909, elle a aussi relevé, à partir de cette date, le taux des redevances (en portant les retenues et le subside des communes de 3 % à 4 % des traitements) pour compenser la dépense supplémentaire à résulter de l'augmentation des pensions. C'est donc à des ressources nouvelles que correspondent les charges nouvelles : l'avantage supplémentaire dont jouissent les participants actuels est obtenu par eux à leurs frais.

Cette objection résulte d'une observation incomplète de la situation.

En effet les pensions, sous le régime nouveau, ont atteint, en 1909, la

somme de fr. 300,453.11, et elles ont été prélevées sur des recettes ordinaires de fr. 521,055.87 se décomposant comme suit : a) intérêts du capital placé en rente belge, 228,729 francs; b) retenues sur les traitements et subsides des communes, de l'État et des provinces, fr. 292,326.87. L'excédent des recettes sur les dépenses est donc de fr. 220,602.76

Si, au lieu d'être portée (pour la première fois) à 4 % des traitements, la retenue des secrétaires et les subsides des communes n'avaient été en 1911 (comme précédemment) que de 3 % des traitements, le chiffre en aurait été de fr. 292.326.37 — fr. 52,113.70 soit fr. 240,213.17. Les recettes totales auraient donc été de 228,729 francs + fr. 240,213.17, soit fr. 468,942.17, somme dépassant de fr. 168,489.06 le montant des pensions de la même année (fr. 300,453.11)

D'où l'on voit qu'il est inexact de dire que c'est sur la retenue supplémentaire de fr. 52,183.70 qu'a été acquittée l'augmentation des pensions en 1909, et grâce à cette retenue. Et l'on peut assurer qu'il n'en sera pas autrement pendant les douze ou quinze ans qui s'écouleront jusqu'à ce que soient éteintes les dernières pensions des secrétaires communaux retraités à la date du 1^{er} janvier 1909 : c'est sur les recettes, calculées sur l'ancienne base, que sera prélevé le montant des pensions. Aussi résulte-t-il du rapport fait à la Chambre sur la proposition qui devint la loi du 25 avril 1908, que si le taux de la retenue fut augmenté et porté à 4 %, c'est à la demande des intéressés, pour vaincre les dernières résistances d'une prudence exagérée et pour conserver le même important boni qui vient, chaque année, accroître le capital de la Caisse.

Le seul effet de l'adoption de la mesure proposée sera de retarder de deux ou trois années l'époque où les intérêts du capital seront suffisants pour couvrir le montant intégral des pensions. Qu'importe cela! Et peut-on s'arrêter à cette considération, si l'on envisage tout ce qu'apportera de joie, dans le ménage des vieux serviteurs de la commune, ce petit capital que sera le supplément de pension de 20 % pour les années 1909, 1910 joint à celui de 1911.

Nous proposons donc à la Chambre de donner à la loi la rétroactivité si vivement désirée par les pensionnés antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Et il faut dire, à l'honneur de la corporation, vaste et active, des secrétaires communaux de Belgique, qu'à diverses reprises ils ont hautement déclaré consentir volontiers à grever leur Caisse de cette légère charge, au profit « des anciens »!

Le Rapporteur,

LÉON MABILLE.

Le Président,

E. NERINCX.

AMENDEMENT PROPOSÉ PAR LA COMMISSION (1).

ARTICLE PREMIER.

Les pensions à charge de la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux accordées avant l'année 1909, et calculées sur les bases établies par la loi du 30 mars 1861, seront révisées et fixées, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1909, d'après le taux indiqué à l'article premier de la loi du 25 avril 1908.

ART. 2.

Pourront seuls bénéficier de la révision, les secrétaires, les veuves, les enfants et orphelins âgés de moins de 18 ans, en vie à la date de promulgation de la présente loi.

(1) Texte du projet de loi, en substituant dans l'article premier les mots « 1^{er} janvier 1909 » aux mots « 1^{er} janvier 1911 ».

AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE (1).

ARTIKEL 1.

De pensioenen, ten laste van het Centraal Voorzorgsfonds der gemeentesecretarissen verleend vóór het jaar 1909, en berekend naar de grondslagen ingesteld door de wet van 30 Maart 1861, zullen worden herzien en bepaald, met terugwerkende kracht van af 1 Januari 1909, volgens het bedrag aangeduid bij artikel 1 der wet van 25 April 1908.

ART. 2.

Kunnen alleen voordeel trekken uit de herziening, de secretarissen, de weduwen, de kinderen en weezen beneden de 18 jaar, in leven op den datum der afkondiging van deze wet.

(1) Tekst van het wetsontwerp. In dezen tekst zijn de woorden : « 1 Januari 1911 » vervangen door de woorden : « 1 Januari 1911 ».

(b)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 JULI 1911.

Wetsontwerp tot herziening der pensioenen, vóór het jaar 1909 verleend, ten laste van het Centraal Voorzorgsfonds der gemeentesecretarissen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge van den bloeienden toestand, waarin zich het Voorzorgsfonds der gemeentesecretarissen bevindt, kon men, bij de wet van 25 April 1908, de pensioenen van de secretarissen en van hunne weduwen verhoogen met 20 t. h.

Er werd echter verklaard dat deze verhooging slechts van toepassing zou zijn, voor de eerste maal, op de pensioenen die zouden worden verleend gedurende het jaar 1909. (Art. 3.)

Al de pensioenen, vóór 1 Januari 1909 verleend, vielen dus niet onder de toepassing der wet : deze gewezen secretarissen en hunne weduwen genoten in 1909, 1910 en 1911 slechts een pensioen dat berekend werd overeenkomstig de wet van 30 Maart 1861, m. a. w. berekend op één zestigste deel van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren en niet op één vijftigste, zooals door de nieuwe wet is bepaald.

Dit feit was den wetgever van 1908 niet ontgaan, zooals blijkt uit de vraag om inlichtingen, door de Middenafdeeling gericht tot het Departement van Binnenlandsche Zaken. Doch, daar het niet mogelijk was, op volstrekt

(1) Wetsontwerp, n^o 146.

(2) De Commissie bestond uit de heeren NERINCX, *voorzitter*, BERTRAND, PIRNEZ, RAEMDONCK, VAN LIMBURG STIRUM, WAUWERMANS en MABILLE.

zekere wijze de gevolgen van het nieuwe stelsel in financieel opzicht te bepalen, zag men er tegen op, het fonds te bezwaren met nieuwe lasten die het vast bestaan daarvan in gevaar konden brengen; men achtte het raadzaam, de uitslagen der proefneming af te wachten.

Ten gevolge van deze proefneming gedurende twee jaren kon de Minister van Binnenlandsche Zaken een wetsontwerp indienen, dat voldoening schenkt aan de vóór 1 Januari 1909 op pensioen gestelde gemeente-secretarissen.

Het nagaan van de financieele gevolgen der voorgestelde wijziging zal de Kamer toelaten, tot de haar voorgestelde herziening zonder aarzelen toe te treden.

Op 31 December 1908 waren er aan gewezen secretarissen of aan dezer weduwen 1,063 pensioenen verleend tot een bedrag van 279,213 frank.

Nu, uit de statistiek der laatste vijf jaren (1905 tot 1909) blijkt dat elk jaar 84 pensioenen vervallen, dus ongeveer 8 t. h. gelijkstaande met eene som van 20,635 frank. Het getal dezer pensioenen was bijgevolg, op het einde van 1909, verminderd tot op ongeveer 979 (1063 — 84); op het einde van 1910 bedroeg het ongeveer 900 en op het einde van 1911 zal het ongeveer 830 bedragen. Dit cijfer kan zelfs tot op 800 gebracht worden, daar het percent der vervallen pensioenen elk jaar toeneemt. Inderdaad, de jongste onder de overlevenden die, op het einde van 1908, 60 jaar oud konden zijn, hebben thans den leeftijd van ongeveer 63 jaar bereikt; de evenredige sterfte is dus aanzienlijker in deze groep van ouder geworden gepensioneerden.

Evenzoo, wat aangaat het geheel bedrag van de pensioenen, zullen de 1,063 pensioenen, die op 31 December 1908 waren verleend en 279,213 frank bedroegen, nog slechts eene som van ongeveer 205,000 frank bedragen.

De wet, zooals zij is voorgesteld, zou dus betreffende het jaar 1911 voor gevolg hebben, het bedrag van de binnen dit jaar uitgekeerde pensioenen te verhoogen met 20 t. h., zijnde eene som van 41,000 frank. Het geheel bedrag daarvan zou bijgevolg ongeveer 340,000 frank bereiken.

Doch, aangezien het jaarlijksch bedrag der afhoudingen, toelagen en interesten meer dan 525,000 frank zal bereiken voor ditzelfde jaar 1911, zoo zal het beschikbare overschot, bestemd om het kapitaal van het Fonds te doen toenemen (het overschrijdt thans 7,500,000 frank), nog 180,000 frank bedragen.

Het vast bestaan van het Fonds kan dus niet in gevaar worden gebracht door het aannemen van het ontwerp van den Minister van Binnenlandsche Zaken. In elk geval dient te worden aangemerkt, dat die last slechts van korten duur is. Deze eerste groep van 1,063 pensioenen (einde December 1908), welke, bij het in werking treden der wet, reeds was gedaald tot nagenoeg 800, zal elk jaar nog afnemen door de jaarlijksche toeneming van het sterftepercent. De last zal dus trapsgewijze verlicht worden en binnen een tiental jaren onbeduidend zijn.

Men zal bemerken dat het ontwerp aan de wet eene terugwerkende kracht geeft van af 1 Januari 1911, zóódat voor de gewezen secretarissen (of dezer weduwen), die op 31 December 1908 reeds gepensionneerd werden en nog in leven zijn bij het afkondigen van de wet, *het pensioen van 1911* zal worden verhoogd met 20 t. h.

Uwe Bijzondere Commissie vroeg zich af, of men niet verder kon gaan.

De gewezen secretarissen, die tot nu toe verstoken bleven van de voordeelen der wet van 1908, voeren aan, dat, zoo de bloeiende toestand van het Fonds de door de wet van 1908 voorgeschreven verhooging mogelijk maakte, deze uitslag grootendeels te danken is aan de poging van al degenen wier afhoudingen het kapitaal deden aangroeien gedurende twintig, dertig jaren en meer, en wier pensioenen, bepaald op het volgens de wet van 1861 minder bedrag, de overschotten nalieten welke dit kapitaal tot stand brachten, als Staatsrenten, waarvan de jaarlijksche interesten in 1911 meer dan 235,000 frank bereiken.

Zou het dan ook niet billijk zijn dat allen de heilzame vruchten van eene gemeenschappelijke samenwerking konden genieten?

Waarom zou men aan hen, die vóór 1 Januari 1909 werden gepensionneerd, niet bij terugwerkende kracht verleenen, voor de jaren 1909 en 1910, de voordeelen welke reeds toegekend werden aan degenen wier pensioen in 1909 een aanvang nam?

Dit stelsel zou in financieel opzicht voor gevolg hebben, de uitgaven voor het dienstjaar 1911 te verhoogten niet alleen met die som van 41,000 frank, welke de pensioenverhooging met 20 t. h. voor 1911 uitmaakt, maar met de som van 82,000 frank die een gelijke pensioenverhooging voor 1909 en 1910 vertegenwoordigt.

Op deze wijze zou het overschot van het dienstjaar 1911, zijnde de bovengemelde som van 180,000 frank, worden verminderd, uit hoofde van dezen *buitengewonen last*, met eene som van 82,000 frank; het zou alzoo worden teruggebracht tot een cijfer dat ietwat lager zou zijn dan 100,000 frank.

Voor *een jaar* zou dit gelijkstaan niet met het vervallen van den aangroei van het kapitaal, maar wel met eene eenvoudige vermindering, voor dit enkel dienstjaar 1911, van de jaarlijks beschikbare som welke bij het kapitaal van het Fonds wordt gevoegd.

In cijfers zou de uitslag dus de volgende zijn: voor het jaar 1912 zouden de inkomsten van de kapitalen, in Staatsrenten belegd, in plaats van te zijn vermeerderd met het bijna bestendig bedrag van 5,000 tot 6,000 frank, slechts vermeerderd zijn met eene som van ongeveer 2,500 frank. In 1913 zou de aangroei opnieuw normaal worden.

Nu, mits deze kleine opoffering, zou het Fonds volledige voldoening hebben gegeven aan hen die, volgens de Memorie van Toelichting, bijgedragen hebben tot het vestigen van een financieelen toestand welke als uitnemend wordt aangegeven.

Tegen dat voorstel wordt aangevoerd dat, indien de wet van 25 April

1908 de pensioenen van af 1 Januari 1909 heeft verhoogd, zij ook, van dezen datum af, het bedrag der stortingen verhoogde (door de afhoudingen en de toelage der gemeenten te brengen van 3 t. h. tot op 4 t. h. der jaarwedden) ten einde de meerdere uitgave, veroorzaakt door de verhooging der pensioenen, te vergoeden. De nieuwe lasten worden dus bestreden door nieuwe inkomsten : het bijkomend voordeel, dat ten goede komt aan de huidige deelnemers, wordt door hen bekomen op hun eigen kosten.

Deze aanmerking is gegrond op eene onvolledige kennis van den toestand.

Inderdaad, onder de nieuwe regeling, bereikten de pensioenen, in 1909, de som van fr. 300,453.11 en zij werden betaald door middel van de gewone ontvangsten, bedragende fr. 521,055.87 en bestaande uit : a) interesten van het in Belgische rente belegde kapitaal, 228,729 frank ; b) afhoudingen van de jaarwedden en toelagen van gemeenten, Staat en provinciën, fr. 292,326.87. Het overschot van de ontvangsten op de uitgaven is dus fr. 220,602.76.

Hadden de afhoudingen van de jaarwedden der secretarissen en de toelagen der gemeenten, in plaats van te worden gebracht (voor de eerste maal) tot op 4 t. h., in 1911 slechts 3 t. h. van de jaarwedden (zooals vroeger) bedragen, dan zou het cijfer daarvan zijn geweest : fr. 292,326.37 — fr. 52,113.70 of 240,213.17. Al de ontvangsten te zamen zouden dus bedragen hebben : 228,729 frank + fr. 240,213.17 of fr. 468,942.17, zijnde fr. 168,489,06 meer dan het bedrag der pensioenen van hetzelfde jaar (fr. 300,453.11.)

Daaruit blijkt dat men ten onrechte beweert dat de verhooging der pensioenen in 1909 betaald werd door middel van de bijkomende afhouding van fr. 52,183.70, en dank aan deze afhouding. Men mag overtuigd zijn, dat het niet anders zal toegaan gedurende de twaalf of vijftien jaren die zullen verlopen, in afwachting dat de laatste pensioenen der op 1 Januari 1909 gepensioneerde gemeentesecretarissen vervallen zijn : het beloop der pensioenen zal worden uitbetaald door middel van de ontvangsten, berekend op den vroegeren grondslag. Uit het Kamerverslag over het voorstel, hetwelk later de wet van 25 April 1908 is geworden, blijkt, dat, zoo het bedrag van de afhouding verhoogd en tot op 4 t. h. gebracht werd; zulks gebeurde op de aanvraag van de belanghebbenden om den laatsten weerstand eener overdreven voorzichtigheid te overwinnen en hetzelfde belangrijk overschot te behouden, dat ieder jaar bij het kapitaal van het Fonds wordt gevoegd.

Het aannemen van den voorgestelden maatregel zal enkel voor gevolg hebben, het tijdstip, waarop de interesten van het kapitaal toereikend zullen zijn om het geheel bedrag der pensioenen uit te betalen, met twee of drie jaar te verschuiven. Welk belang heeft dit? En kan men deze beschouwing in aanmerking nemen, wanneer men nagaat wat al vreugde in het gezin van de oude gemeentedienaars zal gebracht worden door dit klein kapitaal bestaande uit den toeslag van 20 t. h. op het pensioen voor de jaren 1909, 1910, gevoegd bij dat van 1911 ?

Wij stellen dus aan de Kamer voor, aan de wet die terugwerkende kracht te geven, welke zoo zeer verlangd wordt door de gepensionneerden van vóór 1 Januari 1909.

Het dient te worden gezegd, tot eer van het uitgebreide en ijverige korps der Belgische gemeentesecretarissen, dat zij herhaaldelijk luidop verklaarden, er volgaarne in toe te stemmen dat hun Fonds met dezen kleinen last werd bezwaard ten voordeele der « ouden ».

De Verslaggever,

LÉON MABILLE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

AMENDEMENT PROPOSÉ PAR LA COMMISSION (1).

ARTICLE PREMIER.

Les pensions à charge de la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux accordées avant l'année 1909, et calculées sur les bases établies par la loi du 30 mars 1861, seront révisées et fixées, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1909, d'après le taux indiqué à l'article premier de la loi du 25 avril 1908.

ART. 2.

Pourront seuls bénéficier de la revision, les secrétaires, les veuves, les enfants et orphelins âgés de moins de 18 ans, en vie à la date de promulgation de la présente loi.

(1) Texte du projet de loi, en substituant dans l'article premier les mots « 1^{er} janvier 1909 » aux mots « 1^{er} janvier 1911 ».

AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE (1).

ARTIKEL 1.

De pensioenen, ten laste van het Centraal Voorzorgsfonds der gemeentesecretarissen verleend vóór het jaar 1909, en berekend naar de grondslagen ingesteld door de wet van 30 Maart 1861, zullen worden herzien en bepaald, met terugwerkende kracht van af 1 Januari 1909, volgens het bedrag aangeduid bij artikel 1 der wet van 25 April 1908.

ART. 2.

Kunnen alleen voordeel trekken uit de herziening, de secretarissen, de weduwen, de kinderen en weezen beneden de 18 jaar, in leven op den datum der afkondiging van deze wet.

(1) Tekst van het wetsontwerp. In dezen tekst zijn de woorden : « 1 Januari 1911 » vervangen door de woorden : « 1 Januari 1911 ».